L'ABEILLE.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT.

PAR BULLETT, MAGNON & Co.

NOUVELLE-ORLEANS:
JEUDI MATIN, 20 AOUT 1840.

CANDIDATS WHIGS
CHOISIS PAR LA CONVENTION NATIONALE.
POUR PRESIDENT DES ETATS UNIS.
WILLIAM H. HARRISON
DE L'OHIO.
POUR VICE-PRESIDENT DES ETATS UNIS
JOHN TYLER,
DE LA VIRGINIE.
POUR GOUVERNEUR :
HENRY JOHNSON.

Sujet à la décision de la Convention des Whigs de l'Etat.

TICKET WHIG ELECTORAL POUR LA LOUISIANE.

1er. *District*—WM. DE BUYS, d'Orléans.
2d. *District*—JOSEPH BERNARD, d'Est-Baton-Rouge.
3me. *District*—LŒUFROY BARRAS, de La Fourche.
4me. *District*—JACQUES DUPRÉ, de St. Landry.
5me. *District*—SETH LEWIS, des Rapides.

CLUB TIPPECANOE.

☞ Les membres du Club sont priés de se trouver Jeudi soir, 20 du courant, à 8 heures, à l'effet de nommer conjointement avec l'Association Tippecanoe des délégués à la Convention Whig de l'Etat.

Par ordre
JOHN GIBSON, secrétaire.

SYSTEME DE CORRUPTION.

Le journal du soir se fache sérieusement parceque nous avons dit que "l'administration *emploie à tous les fonds du gouvernement à acheter des votes.*"

Nous allons prouver que le gouvernement ACHETE ACTUELLEMENT, et achètera à l'avenir des votes avec l'argent du peuple.

A cet effet, nous recommandons à l'attention de nos lecteurs les documens suivants :

Extrait du St. Clairsville (Ohio) Chronicle.

Mr. Pleasant, Jefferson Co. 19 juin 1840.

"*Monsieur* l'Editeur, permettez moi, par le moyen de votre journal, de renoncer publiquement à faire partie du parti loco-foco de M. Van Buren et d'exposer les raisons que j'ai de prendre cette détermination.

"J'ai été nommé membre du comité de correspondance et d'un comité de vigilance pour ce parti dans le *Township* de Mr. Pleasant. J'ai fidèlement rempli les devoirs que m'imposaient ces nominations, particulièrement ceux du comité de vigilance. J'ai vu que beaucoup de nos adhérens à courte vue, ainsi qu'une bonne partie de nos orateurs de bivouacs et autres, avançaient votre cause en cherchant à dénigrer le caractère du général Harrison ; aussi ai-je cru remplir un devoir, devoir que m'imposait la confiance de mon parti, en dissuadant mes amis politiques de persister dans cette voie : les assurant que s'ils continuaient à diffamer le général Harrison, ils perdraient certainement l'Etat de l'Ohio et tous les votes qui ont fourni des soldats à l'armée de ce général qui, dans la dernière guerre ; parce que les vieux soldats qui le connaissent et qui ont été à portée de juger sa conduite à diverses époques, ne peuvent pas souffrir qu'un calomnie ainsi le caractère public et privé de leur vieux camarade, qu'ils abandonneraient sans range pensant, non sans raison, que le mal qu'on dit de lui retombe sur eux, et qu'ils entraîneraient avec eux beaucoup d'autres personnes influencées par les mêmes sentimens.

"A cela on m'a répondu "*qu'il n'y avait nul danger de perdre l'Etat de l'Ohio, parce que le gouverneur Shannon était allié à New-York et y avait obtenu un emprunt de $400,000 pour être affecté aux travaux publics et distribué de manière à assurer les votes de tous les ouvriers.*"

"Une autre fois on m'a dit "qu'il n'y avait pas le moindre danger de perdre l'Etat, parce que le prix des produits du sol (blé &c.) montersit sur toute la ligne du canal avant l'élection et que tout ce qui manquait aux Allemands pour en faire de bons "démocrates, c'était un peu d'argent." Ayant demandé comment on pourrait faire monter le prix des produits surtout dans un moment où il n'y avait pas d'argent, on m'a répondu que les fonctionnaires publics (*office holders*) *auraient de l'argent et qu'ils seraient obligés de contribuer à faire hausser les prix des produits.*

"Hier soir j'ai appris d'une manière positive que cette infernale machination allait être mise à exécution et que certain maître de poste était appelé à contribuer pour sa quote part, j'ai pris la résolution de n'avoir plus aucune connexion avec un parti qui peut avoir recours à des tels moyens pour arriver à son but. C'est pour cela que je désire m'expliquer cathégoriquement.

"Je ne puis plus faire parti d'aucun des comités du parti du pouvoir ni avoir rien à faire avec lui. Je sais qu'il y a dans ce parti beaucoup d'hommes honorables avec lesquels j'ai eu des relations d'amitié; et c'est avec regret que je me vois obligé en conscience de les abandonner. Jusqu'ici j'ai soutenu de tout mon pouvoir le gouverneur Shannon, et je regrette même d'avoir appris des choses qui m'obligent à lui retirer mon appui. Je le connais depuis longtems, et je sais qu'il est un parfait *gentleman*, mais s'il a le malheur d'être *forcé* de faire usage de l'argent du peuple pour acheter des votes, comme un boucher achète le bétail pour le marché (ainsi qu'on m'assure qu'il va le faire), je dois modifier l'opinion que j'avais de lui.

"En raison, ant le gouverneur Shannon, je dois donc dire que nul homme honorable n'aurait recours à de tels moyens; que nul homme honorable ne disposerait des deniers publics, pour s'assurer ou s'acheter des partisans.

"Je n'ai pas aveuglement ajouté foi à ces projets; ils m'ont été expliqués et dévoilés par un des plus chauds partisans de l'administration, et les détails de l'opération m'ont été fournis par un membre influent du même parti dont je donnerai le nom sous serment si on l'exige.

"Je conserve toujours les mêmes sentimens que mes anciennes amis de l'insinistration en ce qui concerne la corruption de nos institutions monétaires, mais il est évident, pour moi du moins, que les officiers du gouvernement sont encore plus corrompus et que l'œuvre de la réforme doit commencer par eux. Aidon donc à la démocratie qui fait usage des deniers publics et taxe ses fonctionnaires pour acheter les votes, et qui insulte le peuple en lui offrant de l'employer dans l'exécution des travaux publics, à la condition qu'il votera pour elle.

THOMAS WHITE.

P. S. Je vous adresse cette lettre plutôt qu'au *Herald* de Steubenville afin que le gouverneur en soit plus tôt informé. Si l'on trouvait mon rapport inexact ou si le gouverneur le désirait, je donnerais le nom de la personne de qui je tiens mes informations.

M. Thos. White est un homme très respectable et très respecté, qui tenait un rang distingué parmi les amis de l'administration et sa lettre doit inspirer toute confiance.

A l'appui nous citerons l'extrait du *Cincinnati Gazette* qui l'avait elle-même copié du *Dayton Journal* du 7 juillet.

MIAMISBURG, 26 juin 1840.

" A messieurs les éditeurs du *Dayton Journal*. Nous soumettons les faits suivants à votre considération pour être publiés, si vous le jugez convenable.

" Il y a peu de jours que Emanuel Jephart, de Miami Township, avons que les $800,000 dernièrement obtenues par les officiers de cet Etat, seraient dépensés dans ce district, parce que seul travaillerait ne serait employé qui ne s'engagerait pas à voter pour le ticket de l'administration ; et de cette manière, ajoute Jephart, nous comptons sur un gain de un à deux mille votes pour Swarr et Shannon.

" Si cet avou était denié, nous avons les preuves en main.

Par ordre de Miamisburg Tippecanoe Club.
M. D. WHITSIDE, } Comité
ELI Y. PENNEL, } de
M. S. BLOSSOM, } Correspondance.

A cela, qu'aurait à répondre les amis de l'administration ?

Il y a eu le 25 juillet, à St. Martinville, une assemblée des démocrates whigs de la paroisse de St. Martin.

RAPPORT DES VENTES FAITES HIER A LA BOURSE ST.-LOUIS.

Les ventes de Bourse sont toujours très calmes, nous n'avons à signaler aucune vente d'encantour.

Par le shérif. Une maison de 4 appartements située à l'encoignure des rue Bacchus et Krate.
Conditions comptant.
Les lots de terre environnants situés dans la seconde municipalité et bornés par les rues Notre-Dame, Julia, Commerce & Tchoupitoulas.
Le lot No. 13, 21 pieds sur 84, situé rue Notre-Dame, $2800
Le lot No. 16, 21 pieds sur 71, situé rue Tchoupitoulas. 2400
Le lot No. 17, 21 pieds sur 60, do do 1950
Le lot No. 18, 21 pieds sur 74, situé encoignure Notre-Dame et Tchoupitoulas. 2200
Le lot No 19, 21 pieds sur 68, situé rue Tchoupitoulas 1950
Le lot No. 17, 21 pieds sur 80, do do 1950
Le lot No. 18, 21 pieds sur 74, situé encoignure Notre-Dame et Tchoupitoulas. 2200
Le lot No 19, 21 pieds sur 68, situé rue Tchoupitoulas 1950
Conditions : billets à un an de crédit.

INTERIEUR.

ELECTIONS—CAROLINE DU NORD.

Les nouvelles de cet Etat sont de plus en plus favorables. Nous avons déjà un gain de cinq membres de la législature et pas une perte.

Le candidat de l'opposition, Morehead, sera élu à une majorité de 5,000 à 10,000 voix. Il est sûr que la Caroline de nord votera, comme la Virginie, pour Harrison.

Le district de M. Bynum, Halifax, a élu tout le ticket whig.

	Communes'		
Whigs.		Loco focos	
Pope,	623	Wilcox	493
Moore,	608	Whitaker	477
Gee	627	Branch	444
	Sénat.		
Joyner	294	Austin	176
	Gouverneur.		
Morehead	622	Saunders	446

A Northampton il y a une majorité décisive pour le gouverneur, pour un démocrate, et [illegible] 916
Beaufort, [illegible] whig 603,
Chatham, loco, [illegible] whig, 619
Alleu, whig, [illegible] loco foco, 4[illegible]
Nous empruntons au *Charleston Courier* les rotours suivans :

Whig.		Loco foco.	
Craven	671	643	
Camden	504	91	
Johnson	569	617	
Martin	"	300 majorité pro[illegible]	
Columbus	242	288	
Green	125 majorité	"	
Lenoir	"	125 majorité.	

à Washington et Tyrrell, Bertie et Craven l'opposition a triomphé; mais les majorités ne sont pas encore connues.

Philip Schuyler de New-York, a été nommé par le président conseil des Etats-Unis à Liverpool, en remplacement de Francis B. Ogden, démissionnaire.

PENNSYLVANIE. Les eaux de Fairmont à Philadelphie sont plus basses qu'elles ne l'avaient été depuis bien des années. La corporation s'est vue obligée de prendre des mesures rigoureuses pour empêcher le gaspillage de l'eau.

NEW-YORK.—La population de Brooklyn est de 35,000 ames. En 1830 Brooklyn ne comptait que 15,000 ames.

Baer, l'orateur-forgeron de l'Ohio était à N.-York le 9, où il devait haranguer divers *meetings*.

Le steamer Erie, capitaine Titus, venant de Buffalo à New-York, s'est abordé avec la goelette Vosan, à quelques milles de Dunkerk et l'a coulée. L'équipage n'a eu que le temps de se sauver.

On lit dans le *Buffalo Com. Advertiser* :

Un de ces accidents qui sont heureusement très rares sur nos lacs est arrivé mardi matin. Un des tuyaux du steamer Erie, Titus, remontant la rivière Détroit, a éclaté près de Malden. Plusieurs personnes ont été blessées plus ou moins grièvement.

EXTERIEUR.

EUROPE.

Arrivée du Great Western.

LE GREAT WESTERN, parti le 25 juillet, dans l'après midi de Bristol, est arrivé à New York dans la matinée du 9 courant : il a donc fait la traversée en quatorze jours et demi. Les nouvelles que nous recevons par ce beau navire à vapeur, ne manquent ni d'importance ni d'intérêt. Celles qui viennent de l'Orient sont dignes d'attention.

ANGLETERRE.

Procès d'Edward Oxford.—Le procès d'Edward Oxford, ce garçon de taverne, qui a essayé d'assassiner la Reine le 10 juin dernier, a commencé le 9 juillet, devant la cour criminelle centrale. Oxford a comparu sans montrer le moindre trouble, et cependant l'assistance était nombreuse; on y remarquait un grand nombre de femmes fort élégantes, de dandys et de personnages connus. Toute la *fashion* anglaise semblait s'y être donné rendez-vous. Le procès a duré deux jours, et l'assurance d'Oxford ne s'est pas démentie un seul moment. Il riait beaucoup de voir tous les regards dirigés sur lui et plaisantait volontiers avec ceux qui se trouvaient en face ou à côté de lui. Sa conduite a été celle d'un enfant qui ne comprend pas la gravité de sa position. Lorsque l'audition des témoins a été terminée, l'Avocat-Général a résumé les charges qui pesaient sur Edward Oxford, puis le jury s'est retiré dans la salle des délibérations. Après une absence d'une heure environ, il est entré dans la salle d'audience et a prononcé le verdict suivant : "Le prévenu est coupable d'avoir tiré sur Sa Majesté deux coups de pistolets, mais nous ne pouvons décider si les pistolets étaient chargés à balle, le prévenu étant dans ce moment dans un état d'aliénation mentale." L'Avocat-général a présenté quelques observations à l'occasion de ce verdict : il a prétendu que l'Acte du Parlement imposait au jury l'obligation de déclarer d'une manière expresse si le prévenu était fou ou non au moment où le crime a été commis. Lord Denman, qui présidait la Cour, a répondu qu'il serait convenable que le jury se retirât de nouveau et reprit en considération son verdict. Le jury s'est conformé à ce désir, et après une heure de délibération nouvelle, il est rentré rapportant un nouveau verdict déclarant que "le prévenu était coupable, mais qu'il n'avait pas eu raison au moment de l'attentat." L'un des membres de la cour, M. B. Alderson s'adressant au jury : "Vous voulez sans doute dire que l'accusé n'est pas coupable parcequ'il n'avait pas eu raison au moment de l'attentat." Le chef du jury a répondu : "C'est ainsi que nous l'entendons, Monsieur." L'Avocat-Général a demandé alors à la cour de donner l'ordre qu'Edward Oxford fut mis sous bonne garde jusqu'au moment où il plairait à Sa Majesté de décider de son sort. Lord Denman a fait immédiatement droit à cette demande, et le prisonnier a été emmené de la salle d'audience. D'après toutes les probabilités, Edward Oxford sera renfermé pour le reste de ses jours dans une maison de fous.

Parlement.—A la CHAMBRE DES COMMUNES, quelques explications sur la question des frontières du Maine, ont eu lieu entre sir Robert Peel et lord Palmerston. Le premier s'est plaint que les documents relatifs à cette question n'eussent pas encore été soumis à la Chambre ; il a demandé quand le gouvernement comptait les présenter. Lord Palmerston a répondu que ce retard ne devait pas être reproché au cabinet; que les documens réclamés étaient à l'impression et qu'ils ne tarderaient pas à passer sous les yeux de la Chambre.

Sir Robert Peel a demandé si le rapport des commissaires anglais envoyés l'an dernier pour explorer les frontières du Maine, serait imprimé en plein, puis si l'on n'avait pas envoyé de nouveaux commissaires en Amérique. La réponse de lord Palmerston a été affirmative sur ces deux points. Il a ajouté que les premiers commissaires n'avaient pu explorer les frontières avec toute l'exactitude désirable ; que les nouveaux commissaires complèteraient l'exploration de concert avec le commissaire nommé par le gouvernement américain; et il a dit en terminant que les négociations se poursuivaient sur les bases posées dans la communication faite tout récemment par le gouvernement Américain.

Le bill d'enrégistrement pour l'Irlande proposé par lord Stanley a été retiré par son auteur, qui a reconnu l'impossibilité de le faire passer avant la fin de la session. Deux autres bills relatifs aux élections, présentés par le ministère, ont été également retirés.

A la CHAMBRE DES LORDS, le bill pour l'Union des deux Canadas a subi sa dernière lecture et a été présenté à la signature de la reine. Le bill sur les réserves du clergé a subi dans le sein du comité des amendemens assez importans. Il est maintenant en discussion.

La mesure la plus importante votée par la Chambre des Lords est le "Bill de régence." Dans la séance du 13 juillet, le lord Chancelier a lu un message de la reine où S. M. engage le parlement à prendre des mesures pour la régence en cas de nécessité. Le 16, le lord Chancelier a présenté un bill sur ce sujet, qui propose de déférer la régence au prince Albert. La seconde lecture du bill a eu lieu le 21, et la troisième le 24. En l'adoptant, la Chambre des Lords y a ajouté une clause restrictive sur le mariage du régent. Cette restriction est la même que celle imposée au souverain.

Nouvelles Diverses.—Le choix du prince Albert comme régent a causé une satisfaction générale. On prétend qu'une partie du cabinet voulait qu'on lui adjoignit le duc de Sussex; mais la reine s'est opposée à cette adjonction qui d'ailleurs est contraire à tous les précédens.

Le Commissaire, l'assassin de lord Wm. Russel a été pendu le 6 juillet. Au milieu de la foule considérable qui se pressait pour assister à ce supplice, on distinguait un grand nombre de jeunes gentils hommes qui allaient là comme à une partie de plaisirs. On assure que Courvoisier avait eu mort à fait deux ou trois révélations tout aussi improbables que les précédentes.

Lord Wellington a eu le 15 juillet une nouvelle attaque d'apoplexie, mais il est en pleine convalescence et sous peu de jours il pourra se rendre à la Chambre des Lords.

La duc et la duchesse de Nemours sont en ce moment en Angleterre. La reine les a fort gracieusement accueillis.

Le prochain Expy est en ce moment à Liverpool; il a navert dans cette ville un cours où il développe sa théorie sur les orages.

Le *Président* a dû quitter Liverpool le 1er. courant. On assure que ce navire à vapeur est d'une marche tout-à-fait supérieure et qu'il gagnera de vitesse tous ceux qui l'ont précédé.

Il résulte des retours trimestriels des revenus publics qu'il y a un déficit de £568,000 dans le revenu du département des postes. *Le Penny postage* explique ce déficit, qui du reste est bien moins considérable que ne l'évaluaient les adversaires de cette mesure vraiment populaire. D'ailleurs le nombre des lettres contenue graduellement à augmenter et il n'y a pas de doute maintenant que le revenu de cette branche ne soit bientot aussi considérable qu'il l'était sous l'ancien système.

FRANCE.

La situation intérieure de France est on somme assez satisfaisante, les esprits sont calmes et les partis ne donnent plus signe de vie. Le ministère Thiers paraît décidément obtenir l'assentiment de la majeure partie de la population; il ne néglige du reste aucun moyen pour rattacher au gouvernement tous les hommes dont l'habileté et les services peuvent lui être utiles. Les travaux publics sont poussés avec une grande vigueur, et une activité sans égale règne dans toutes les branches de travaux publics. Enfin la popularité de ministère est en si bon chemin que, dans le cas où une dissolution des chambres aurait lieu, les élections lui donneraient une majorité plus considérable que celle qu'il possède actuellement.

Clôture de la session des chambres. La session des chambres s'est terminée le 15 juillet d'une manière fort calme. Les derniers jours ont été employés à voter le budjet et la chambre des pairs, qui avait manifesté des velléités d'opposition à ce sujet n'a fait que montrer un grand jour sa complète nullité.

Lorsque M. Dumon, ministre des travaux publics, est venu à Bordeaux, une réception très brillante lui a été faite par la population. Un banquet de 600 couverts lui a été offert par la ville. Le ministre a profité de cette occasion pour faire connaître que cette ville devait être reconnaissante par l'amiral Baudin qu'il a acquis une certaine célébrité, et la confiance du gouvernement car en conduite dans l'affaire du Mexique, eh ! bien tout cela est changé. L'amiral Baudin sera remplacé par l'amiral Mackau et les 6000 hommes de débarquement par 1500 marins seulement. Voici ce que dit à ce sujet le correspondant du *Courrier and Enquirer*, de New York :

Les ordres pour l'expédition de Buenos-Ayres avaient été donnés par M. Thiers de cette façon vive et péremptoire qui lui est familière, et l'on pensait que tous les préparatifs étaient faits ou du moins qu'ils seraient faits au temps fixé; mais hélas! quel désappointement ! D'abord on apprend qu'il n'y aurait pas 6000 troupes employées; puisque le gouvernement a abandonné le projet de prendre Buenos Ayres et de garder cette ville, projet dont les journaux dévoués à M. Thiers avaient entretenu le public. Pour quoi ce changement ? Tout le monde se demande personne ne sait. Mais ce n'est pas tout; on est bientôt certain qu'un petit nombre de marins seulement sera employé à cette expédition; enfin il est positif que tout se réduira à ajouter 1500 marins à l'équipage des croiseaux qui se rendront à Buenos Ayres. Quel malheureux de nouveau la question : "pourquoi donc s'écarter ainsi du plan primitif?" Mais l'étonnement redouble lorsqu'on apprend que l'amiral Baudin est remplacé par l'amiral Mackau. Aucune explication officielle à ce sujet n'a été donnée; mais d'après les insinuations des journaux *ministériels* l'Amiral Baudin aurait eu l'indiscrétion de déclarer qu'il n'accepterait ils commandement de l'expédition que si l'on consentait à lui donner le contrôle sur la flotte de la Havane et à le remplacer par un homme de son choix ; M. Thiers aurait immédiatement révoqué la nomination de l'amiral Baudin. Les journaux républicains et Bonapartistes donnent une autre explication. Ils prétendent que l'amiral Baudin a refusé ou du moins qu'il a montré de la répugnance à changer de commandement lorsqu'ils ont appris que *le rétablissement de l'Angleterre*, l'expédition devait se borner à des opérations presque insignifiantes. De ces deux explications, on préfère la dernière. Mais un fait ressort clairement de tout ceci, c'est qu'il n'est plus question maintenant de conquête ni d'occupation et que, malgré le renforcement de l'escadre qui se trouve devant Buenos-Ayres, on a totalement renoncé aux mesures énergiques et décisives."

RESTES DE NAPOLEON.—Le prince de Joinville est parti le 12 juillet pour Ste.-Hélène où il va chercher les restes de Napoléon. Les préparatifs de la cérémonie funèbre qui doit avoir lieu lorsque la dépouille mortelle de l'Empereur arrivera en France, se poursuivent avec ardeur. Cette cérémonie sera magnifique. On ne saurait encore en fixer l'époque; mais on pense qu'elle aura lieu le jour de l'anniversaire de la bataille d'Austerlitz.

Journées de Juillet.—L'anniversaire des journées de Juillet approche, et l'on célébrera sans doute cette fête à peu près comme cela se pratique tous les ans. Cependant quelques détails assez remarquables signaleront cette nouvelle solennité : la statue de la Liberté, qui surmonte la colonne de juillet, élevée sur l'emplacement de la Bastille, sera découverte; et de plus les restes des braves qui ont succombé dans les trois glorieuses journées seront transportés dans une voute construite sous cette même colonne. Cette translation sera faite avec une grande pompe.

Question des soufres.—M. Thiers a annoncé à la Chambre des Pairs que la médiation de la France avait été fort heureuse ; qu'un arrangement était conclu et que le traité entre Naples et l'Angleterre était déjà signé. Le Constitutionnel a répété presque mot à mot les paroles de M. Thiers. L'indemnité que Naples doit payer à l'Angleterre est fixée à 800,000 ducats (environ £136,600.)

NOUVELLES DIVERSES. Le roi a été légèrement indisposé ; il est maintenant tout à fait remis. La Duchesse d'Orléans est de nouveau enceinte et la famille royale compterra sans doute un membre de plus au mois de novembre prochain. La princesse Clémentine doit, dit-on, épouser prochainement le frère de la duchesse de Nemours, le prince Auguste de Saxe Cobourg.

ALGER.—Les nouvelles d'Afrique sont fort rassurantes. L'effort énergique que les Arabes ont fait dans ces derniers temps, paraît les avoir épuisés. Leurs pertes ont été considérables, leurs attaques se ralentissent ; et pendant ce temps les Français renforcent leurs différens postes, assurent leurs communications et obtiennent quelques avantages. D'après une dépêche télégraphique arrivée à Paris le 17 juillet, le maréchal Vallée a été rendu maître du territoire de Beni-Sala, sans avoir éprouvé de résistance. La plaine d'Alger est presque sans danger maintenant, et les convois pour Medeah et Mitiana passent sans être attaqués ; comme on le voit, la position des Français s'est notablement améliorée. Tout fait espérer que la campagne d'automne sera heureuse pour eux.

ESPAGNE.

L'insurrection carliste n'a plus aucune chance de succès : Cabrera, vigoureusement pressé de tous côtés par les troupes de la reine et ne trouvant plus aucune sympathie dans les provinces pour la cause qu'il défend, Cabrera a quitté l'Espagne, et l'on peut dire cette fois en toute assurance que la guerre civile touche à sa fin.

Cabrera est entré le 6 juillet en France, par la Cerdagne, à la tête de 5000 hommes, la plupart Arragonais. Depuis quelque temps il était en traité avec des agents français; l'abandon de tous ses collègues, excepté Ros d'Eroles qui fait encore une résistance ridicule dans la Catalogne, l'a forcé à prendre ce parti extrême. Ros d'Eroles lui même n'attend probablement qu'une occasion de passer en France.

Le chef Carliste sera retenu prisonnier jusqu'à ce que les hostilités aient entièrement cessé ; le fort de Ham lui a été assigné pour prison jusqu'à cette époque. Il est parti de Paris le 17; l'appartement qui habité le prince Polignac au ford d'Ham lui est réservé. Les autres chefs doivent être envoyés dans diverses forteresses.

L'opinion publique s'est fortement prononcée en France contre l'horrible tuerie des massacres qui ont depuis tant d'année ensanglanté l'Espagne. Le banquet de Balmaceda à Lille, a prouvé toute l'horreur qu'ils ont inspirée. Dans son trajet de Perpignan à Paris Cabrera a souvent couru le danger d'être assailli par la populace.

Le 14, tous les chefs carlistes, excepté ceux qui guerroyent encore dans la Catalogne, sont rentrés en Espagne et d'après le rapport du Moniteur, il paraît que plus de 27,000 soldats les ont suivis. Ceux-ci ont été traités avec une douceur qui contraste singulièrement avec la sévérité qui a été déployée contre leurs généraux. Cette conduite du gouvernement français aurait un double but: celui d'engager les déserteurs à rentrer dans la vie civile, puisque de tous les former en une légion étrangère; et celui d'assurer à jamais par la la paix et la tranquillité en Espagne.

Quelques journaux français disent cependant que tandis que les débris de l'armée Carliste s'anéantent à *refugier en France*, les autres *réfugiés* rentrent en masse en Espagne.

La reine et sa mère la régente, sont arrivées à Barcelone le 30 juin; elles y étaient encore à la date de nos derniers avis. Dans le commencement du mois de juillet, un membre de cette famille qui paraît vouloir fournir des maris à toutes les princesses couronnées d'Europe, un Cobourg en un mot, a fait son entrée à Séville; il se rendait audement de la reine.

Il paraît cependant que des jennes gens aériens que celles d'un mariage ne suprent L. L. M. M. Arcos avait repoussé les Carlistes presque sur tous les points, Espartero a exigé de la reine qu'elle retirât son assentiment au bill des Corporations municipales que la législature venait d'adopter malgré la vive opposition des Ultra Libéraux. La réponse a été un refus net; et le général bloque à cette heure Madrid qui a été accusé. On craint donc maintenant une sédition, qui pourrait bien avoir de funestes résultats, entre les libéraux et les Hbéraux aristocrates.

ORIENT.

Depuis longtems les affaires en Orient étaient fort calmes, et bien que la conclusion n'arrivât point, tout paraissait promettre un arrangement à l'amiable. La Porte et le Pacha semblaient tout prêts de s'entendre, et les dernières ouvertures de Mehemet Ali avaient été assez favorablement accueillie, lorsqu'un événement tout-à-fait inattendu est venu encore entraver les négociations. La Syrie s'est révoltée contre Mehemet Ali, et la Porte veut attendre les résultats de cette insurrection pour traiter avec celui qu'elle appelle toujours son vassal. Elle espère sans doute qu'elle va le rendre plus traitable encore; mais on sait que les difficultés ne sont rien pour Méhémet Ali et que jamais ni l'habileté ni la fermeté ne lui ont manqué pour en triompher. Son fils, Ibrahim, d'ailleurs n'est-il pas en Syrie ?

INSURRECTION EN SYRIE.

Une insurrection d'une nature fort grave a éclaté en Syrie contre Mehemet Ali. Un peuple guerrier qui se trouve entre Ibrahim Pacha et l'. gypte s'est révolté, s'écidé à secouer le joug du despotisme qu'il ne peut endurer plus longtemps.

Les insurgés au nombre de six mille ont marché sur Sidon : le commandant de cette place a fait contre eux une sortie, mais il a été repoussé avec une perte de 600 hommes. Ibrahim Pacha va sans doute marcher contre les rébelles, et la Porte ne doit plus avoir en ce moment la crainte de le voir s'avancer contre Constantinople.

Constantinople. La gazette officielle du 19 juin reproduit le Hatti obérif du sultan qui annonce la démission de Khosrew Pacha. Ce *hatti* est adressé au nouveau grand visir Raouf Pacha.

Constantinople 1er juillet. La Porte a déclaré qu'elle ne participerait en aucune manière aux moyens de coercition employés par l'Angleterre contre Méhémet Ali. On dit que Sami Bey est en grande faveur auprès de Méhémet Ali et qu'il est dans les termes les plus intimes avec la mère du Sultan.

Les rapports concernant Beyrout sont contradictoires, quelques uns affirment qu'il est tombé au pouvoir des insurgés, tandis que d'autres disent qu'il a pénétré dans la ville, que beaucoup d'habitants se sont joints à lui, mais qu'il a été forcé d'évacuer après une affaire sanglante. Dans tout état de choses, la Syrie semble ne s'être jamais montrée aussi défavorable à Méhémet Ali qu'en ce moment. M. Van Butenieff n'est pas encore parti, mais il quittera Constantinople sous peu de jours et ira passer l'été aux eaux en Italie.

Le steamer anglais Cyclops, ayant à son bord M. Wood, interprète de la légation Anglaise, a quitté Constantinople le 28 juin, pour faire voile vers les côtes de Syrie. On dit que M. Wood est porteur d'une lettre spéciale de Lord Ponsonby.

ESPAGNE. Les rapports de Constantinople du 19 juin confirment que le Schah de Perse a fait arrêter quelques centaines de personnes à Ispahan; mais la gazette de Carlsruhe va plus loin, et dit que des lettres reçues le 19 juin de Constantinople marquent que la révolution a éclaté à Ispahan et que la présence du Schah lui-même n'a pu suffire à ramener l'ordre. Les frères de ce souverain n'étaient en sûreté dans aucune partie de la province, et l'aîné a été forcé de se refugier à Téhéran.

Nous empruntons au *Courrier des Etats Unis* les deux scènes judiciaires qui suivent; elles sont d'une bouffonnerie admirable et caractérisent d'une façon assez originale l'étrange société qui habite aujourd'hui Haïti.

SCENES DE TRIBUNAUX A HAITI.

Plusieurs blancs sont cités devant le tribunal, pour n'avoir pas pris la patente à laquelle ils sont assujettis par les lois de ce pays.

Le Doyen de la cour—"Monsieur L...., vous êtes cité pour n'avoir pas pris de patente.

Réponse—"Quelle patente, monsieur!

Le Doyen—"Ne savez-vous pas que tous les blancs sont assujettis à une patente?

Rép—"Je le sais, monsieur; mais pour prendre une patente, il faut faire quelque chose, et je ne fais rien.

Le D.—"Mais que faites vous pour vivre!

Rép—"Je vis comme tous les habitans de ce pays, sans rien faire.

Le D.—"N'êtes-vous pas occupé chez Mlle Sanite à faire du tafia?

Rép—Non monsieur; M. le commissaire du gouvernement, ici présent, qui connait fort bien cette demoiselle et son intérieur, pourra vous dire si je suis son employé."

Le commissaire du gouvernement s'abstient de répondre.

Le D.—"Cependant, le juge de paix a déclaré que vous logiez dans la *guildive* de cette dame.

Rép—"C'est vrai; j'y loge; mais, comme tout honnête homme ne peut dormir dans la rue sans encourir le risque d'être traité comme vagabond, il faut bien que j'aie un logement chez quelqu'un.

Le D.—"Quelle preuve pouvez-vous me donner que vous n'êtes pas employé?

Rép—"Quelle preuve pouvez vous me fournir que je suis employé? Cette dame vous a-t-elle déclaré qu'elle m'employait?

Le D.—Monsieur, nous avions l'intention de vous condamner à payer l'amende que vous avez encourue pour n'avoir pas pris de patente, mais le tribunal, dans sa sagesse, renvoie l'affaire *in statu-co*, (le doyen du tribunal voulait dire *in statu-quo*) jusqu'à huitaine, afin que vous ayez le temps de vous procurer un certificat qui prouve que vous n'êtes pas employé."

Le blanc va quêter de porte en porte un certificat qui atteste qu'il ne travaille pas. Tout le monde le sait, mais on a peur de se compromettre en lui donnant une pareille pièce. Enfin, un ami charitable, et tant soit peu malin, lui donne un certificat portant "qu'il *n'est occupé qu'à respirer du gaz oxigène*...." Sur ce, le Doyen déclare, (en demandant préalablement au commissaire du gouvernement, qui est une des lumières du pays, ce qu'est le gaz oxigène), qu'il n'y a pas lieu, pour le moment, à lui faire prendre patente, à moins que le président n'en décide autrement. Et le blanc est renvoyé hors de cause.

La Patente matrimoniale.—Citation d'un blanc qui vit avec une Haïtienne, tous les deux sont présents au Tribunal.

Le Doyen—Madame, vous êtes citée pour avoir à déclarer que vous couvrez M. François.

Rép.—Qu'entendez vous dire par ces mots, "je couvre M. François."

Le D.—Nous entendons dire qu'il travaille en votre nom.

Rép.—A la bonne heure, M. le doyen, cette fois-ci, vous vous êtes expliqué d'une manière claire. Je vous dirai donc que je ne couvre pas M. François, et qu'il reste chez moi pour son plaisir.

Le D.—Mais M. François doit être quelque chose pour vous, il est donc votre commis ?

Rép.—Non monsieur, il n'est pas mon commis. Est-ce qu'il est écrit dans la loi que je doive vous dire ce que M. François est pour moi ?

Le D.—Madame, vous nous devez des éclaircissements sur ce que M. François fait chez vous.

Rép.—Eh bien ! Monsieur, puisque vous me pressez à bout, je vous déclare qu'il est mon mari.

Le D.—Les sages lois d'Haïti ne permettant pas aux blancs qui vivent avec leur concubine, de se marier, le Tribunal désire savoir si vous le payez pour travailler chez vous.

Rép.—Vous m'insultez, M. le doyen, est-ce qu'une femme comme moi doit payer un mari ? Si vos lois exceptionnelles empêchent les unions légitimes avec les étranger, c'est un mal que tous les honnêtes gens déplorent et qui n'en rien ne justifie.

Le D.—Madame, nous ne sommes pas ici pour entendre de la morale, nous saurons bien découvrir si M. François remplit chez vous d'autres fonctions que celles que vous lui avez assignées.

Un membre du Tribunal prenant la parole, dit : Puisque Madame a déclaré que M. François a auprès d'elle un emploi qui le force à lui prodiguer des soins, ceci est prévu par la loi sur les patentes, *ergo* il doit en prendre une.

Le Tribunal prenant en considération l'observation toute judicieuse d'un de ses membres, condamne M. François à payer $500 pour sa patente, plus à $300 d'amende, pour ne l'avoir pas prise en temps voulu.

COMMERCIAL.

DERNIERES DATES.

New York	août 10	Liverpool	juil 24
do	août 8	Londres	juil 24
Philadelphie	août 10	Havre	juil 20
Washington	août 10	Paris	juil 20
Baltimore	août 11	Bordeaux	juil 13
Boston	août 11	Marseille	juil 13
Charleston	août 10	Gênes	juin 30
Savannah	août 7	Livourne	juil 3
Mobile	août 7	Hambourg	juil 30
Orléans	juil 27	Amsterdam	juil 30

MARCHÉ MONÉTAIRE.
Nouvelle-Orléans, 19 août 1840.

Espèces		pour cent prime	
Billets de Banque des E. U.	2½ @ 3	do.	
Notes de la Trésorerie	5 @ 7	do.	
Doublons Espagnols	15 10	ou $15 20.	
do Mexicains	16 37½	ou 16 62½.	
Or Américain	7 @ 8	pour cent prime.	

HAVRE, 18 juillet.

COTON.—Bien que dans marché au coton ait été calme jusqu'au 17, les ventes qui en ont eu lieu ont atteint le nbre de 1000 balles par jour, l'un dans l'autre, ce qui donne un total de 6000 par semaine. Ces cotons, constituent en grande partie les arrivages récens de la Nouvelle Orléans, de 72 à 98 fr. 900 inférieur a mitoyen et bon mitoyen de la Mobile, de 66 @ 87½, 700 do do Georgie, courte-soie de 83 @ 93 fr. 800 à 1000 Bowed Georgie de 93 @ 98 fr. 900 inférieur a mitoyen et bon mitoyen de la Louisiane, de 66 @ 87½, 700 do do Georgie, courte-soie de 83 @ 93 fr. 800 à 1000 Bowed Georgie de 93 @ 98 fr. 900 inférieur a mitoyen et bon mitoyen de la Mobile, de 66 @ 87½, 700 do do Georgie, courte-soie de 83 @ 93 fr. 800 à 1000 Bowed Georgie de 93 @ 98 fr. 900 inférieur a mitoyen et bon mitoyen de la Louisiane, de 72 @ 98 fr. 900 inférieur a mitoyen et bon